

Projet de directive « droits des consommateurs »

Note d'information

(9 juin 2010)

Le 3 juin, Andreas Schwab (PPE, Allemagne) a présenté la [première partie de son rapport](#) sur la Directive Droits des Consommateurs (DDC) en commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs du Parlement européen. Vous trouverez en PJ cette première partie et la présentation PowerPoint de ce texte.

Dans ce rapport, et en accord avec Mme Reding, Vice-présidente de la Commission en charge de ce dossier, le rapporteur du Parlement Andreas Schwab préconise une **harmonisation complète ciblée**.

Conformément aux pistes annoncées par le rapporteur lors des précédents échanges de vue, la philosophie générale du texte est de distinguer les contrats à distance et hors établissement, pour lesquels le rapporteur propose une harmonisation complète ciblée, des autres contrats.

Ainsi, Schwab propose que l'harmonisation complète ciblée pour le nouveau chapitre 2 (information et droits de rétraction) (**art4 ter**) ne concerne que les **contrats à distance et hors établissement** et les obligations d'informations générales (pour tout type de contrat) sont supprimées.

Dans la première partie du rapport présentée le 3 juin ne figurent que les deux premiers chapitres de la proposition : I. Définition ; II. Information et droit de rétractation (qui fusionne chapitres II et III de la proposition initiale). Vous trouverez ci-après une première présentation des changements apportés par le rapporteur du Parlement au texte initial de la Commission européenne.

1. Dispositions :

- En matière de **définitions** (Chapitre I), Andreas Schwab a ajouté aux définitions la notion de «contrat mixte» ("*tout contrat comportant à la fois des éléments de contrat de vente et des éléments de contrat de service*"). De plus, la notion de contrat hors établissement est affinée.

Ainsi, le contrat de vente est défini comme (article 2 - alinéa 3) **«tout contrat par lequel un professionnel procure à un consommateur la propriété d'un bien ou s'engage à fournir à un consommateur, soit immédiatement au moment de la conclusion du contrat soit à une date ultérieure, la propriété d'un bien et par lequel le consommateur s'engage à payer le prix de celui-ci ayant pour objet la vente de biens aux consommateurs par le professionnel, y compris les contrats à objet mixte portant à la fois sur des biens et des services.»**

Le contrat de service est défini comme (article 2 - alinéa 5) **«tout contrat ayant pour objet l'engagement pris par le professionnel de fournir autre qu'un contrat de vente au titre duquel un service est fourni par le professionnel au consommateur.»**

Le contrat mixte est défini comme (article 2 - alinéa 5 bis) **«tout contrat comportant à la fois des éléments de contrat de vente et des éléments de contrat de service.»**

La définition du service financier (article 2 - alinéa 13) n'a pas fait l'objet de modifications de la part du rapporteur.

- Sur le **degré d'harmonisation**, l'article 4 est remodelé :
« Article 4 Harmonisation complète **ciblée**

1. **Sauf disposition contraire de la présente directive**, les Etats membres ne peuvent maintenir ou introduire dans leur droit national des dispositions divergeant de celles fixées par la présente directive. Les États membres communiquent à la Commission le texte des dispositions nationales divergentes... »

- En **matière d'information précontractuelle** (article 5) pour les contrats à distance et hors établissement, Schwab rajoute notamment le numéro de téléphone et de télécopieur parmi les informations à fournir (obligation de la législation française).

Plusieurs dispositions importantes ont été rajoutées à l'article 5 :

(3 Bis) **Si les dispositions du présent article sont en contradiction avec d'autres dispositions législatives de l'Union régissant les obligations d'information afférentes à des contrats particuliers, ce sont ces dernières qui prévalent et qui s'appliquent aux dits contrats particuliers.**

(3 ter) S'agissant des contrats conclus à distance et hors établissement afférents à des biens immeubles, aux services de transport, financiers, de santé et sociaux, **les États membres peuvent maintenir ou adopter des obligations d'information supplémentaires.**

(3 quater) **Les États membres peuvent maintenir ou adopter des obligations d'information supplémentaires pour tous les contrats conclus à distance ou hors établissement et relatifs à la fourniture de services pour lesquelles ils prévoient des exigences supplémentaires** en matière d'information pour les fournisseurs de services établis sur leur territoire conformément à l'article 22, paragraphe 5, de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services sur le marché intérieur

(3 quinquies) S'agissant de l'exécution des obligations d'information visées dans le présent chapitre, **la charge de la preuve incombe au professionnel.**

- En matière de **droit de rétractation**, le **délai de 14 jours (sans motivation de la décision) est maintenu par le rapporteur**. De plus, selon les dispositions du texte, le professionnel doit **rembourser tout paiement reçu de la part du consommateur dans les 15 jours après rétractation**. En cas d'absence d'information au consommateur de son droit de rétractation avant la conclusion du contrat, le délai de rétractation peut être prolongé. Par ailleurs, le délai de prescription est étendu de 3 à 12 mois.

Ainsi, le rapporteur a modifié le considérant 22 sur le droit de rétractation. La version modifiée de ce dernier est la suivante : (22) «Etant donné qu'en cas de vente à distance le consommateur n'est pas en mesure de voir le bien qu'il achète avant de conclure le contrat, il doit disposer d'un droit de rétractation **afin de pouvoir** ~~lui permettant de s'assurer,~~ **avant que le délai de rétractation vienne à expiration et dans le respect du principe de loyauté et confiance réciproque,** s'assurer de la nature, **de la qualité** et du bon fonctionnement de la marchandise.»

Par ailleurs, le rapporteur a notamment modifié l'article 12 portant sur la durée et début du délai de rétractation, dans le sens suivant :

(alinéa 2bis) : **«Dans le cas d'un contrat à distance portant sur la prestation de services, le délai de rétractation commence à courir le jour de la conclusion du contrat.**

(alinéa 2ter) Dans le cas d'un contrat hors établissement relatif à la fourniture de services, le délai de rétractation commence à courir le jour où le consommateur reçoit une copie du contrat signé sur support durable

(alinéa 2quater) Dans le cas d'un contrat à distance ou d'un contrat hors établissement mixte, le délai de rétractation commence à courir le jour où le consommateur prend possession du bien et où le service faisant l'objet du contrat mixte est fourni ou -dans le cas d'un service à terme- commence à être fourni. »

2. Réponses aux critiques :

Andreas Schwab a répondu aux craintes, notamment françaises, sur les points suivants :

- Définitions : pour le rapporteur, la France pourra appliquer ses dispositions nationales (relatives aux personnes morales et aux contrats mixtes).
- Obligation d'information : sur la définition du consommateur, ne reprenant pas la "personne morale", Andreas Schwab soutient que des **obligations formelles spécifiques pourraient être maintenues en raison de la modification des titres des articles 10 et 11 relatives aux obligations formelles pour l'accomplissement des obligations d'informations.**
- Système de rétractation : pour Andreas Schwab, le niveau de protection du consommateur français serait «renforcé» **grâce l'adoption du rapport en l'état.**
- En matière de garanties, Andreas Schwab semble privilégier «**un processus d'évaluation mutuelle** ». Sur le chapitre 5 (clauses abusives), le rapporteur évoque une liste noire non exhaustive (les Etats membres pourraient en rajouter), qui pourrait être complétée à l'avenir par un dispositif souple.

3. Réactions :

Le groupe PPE n'a pas réagi, en dehors [du communiqué de presse](#) d'Andreas Schwab. Lors de la présentation du rapport Schwab, Evelyne Gebhardt (S&D, Allemagne), Diana Wallis (ALDE, Royaume-Uni) et Emilie Turunen (Verts/ALE, Danemark) ont fait part de certaines réserves, notamment sur l'agenda proposé et ont salué l'ambition d'une plus grande harmonisation, «*complète ciblée* » .

Pour l'ALDE, Robert Rochefort (France) a déclaré que des améliorations pouvaient être apportées, notamment **sur les définitions de contrat de vente et de contrat à distance**. Robert Rochefort s'est référé à l'alinéa 4 de l'article 12 (concernant les Etats membres n'interdisant pas aux parties d'obéir aux obligations contractuelles pendant leur période de rétractation), en pointant que cette disposition serait illégale en France.

Le Bureau Européen des Unions de Consommateurs n'a pas réagi à cette première partie, préférant attendre la présentation de toutes les parties.

4. Agenda :

La deuxième partie du rapport consacrée aux garanties sera **présentée le 23 juin**. Le dernier chapitre sera présenté **le 12 juillet**. Le vote en commission IMCO est prévu pour **le 26 octobre**.

Marc Jamet, Euralia
9 juin 2010